

Point d'actualités Coronavirus Russie (27/04)

FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Au 27 avril 2020, la Russie compte officiellement 87 000 cas déclarés (800 décès au plan national). Le pic de contamination est maintenant prévu autour du 15 mai. Un hôpital virologique de près de 900 lits vient d'être mis en service dans la banlieue de Moscou (travaux lancés il y a 1 mois). De plus en plus de foyers apparaissent en Région.

Épuisement du contingent à l'exportation de céréales

Le contingent à l'export hors Union économique eurasiatique (UEEa) de céréales (blé, seigle, orge et maïs) de 7Mt introduit par les autorités russes du 1^{er} avril au 30 juin a été totalement consommé à la date du 26 avril, a annoncé le Ministère de l'Agriculture, qui confirme que seules les exportations au sein de l'UEEa se poursuivront dorénavant, notamment au Kazakhstan et au Kirghizistan, qui manquent de produit. Selon le gouvernement, la mesure restrictive permettra de stabiliser les prix des céréales et de répondre aux besoins intérieurs du pays en céréales et farines pendant la crise. Alors que 3Mt étaient « déclarés » le 22 avril, de nombreux négociants voulant honorer leurs contrats à l'export ont payé plus cher la marchandise, engendrant une escalade de dépôt de demandes simplifiées de certificats d'exportation. Bien que les critiques internationales fussent sur le protectionnisme/nationalisme russe, les 7 Mt correspondent selon les experts à la réelle capacité d'export russe cette année. Cette accélération des « réservations » d'export traduit une certaine peur des opérateurs, mais au final ne change pas grand-chose à la dynamique habituelle de la campagne d'exportation. Selon l'union des exportateurs de céréales, ces déclarations d'export seront réalisées en fait tout au long du mois de mai et peut-être début juin (selon les estimations 4Mt seront exportés en avril et 3 Mt en mai). La nouvelle campagne, bien que le manque de pluie inquiète dans le sud du pays, serait précoce (pourrait débuter fin juin) et prometteuse (prévision de 130 Mt toutes céréales), permettant à la Russie de se positionner à nouveau à l'export rapidement.

Demande de soutien des IAA

Plusieurs associations professionnelles (entreprises agricoles, IAA : interprofession laitière, Union des fabricants de boissons gazeuses et d'eaux minérales, Union nationale des aviculteurs, union des sucriers) ont adressé une lettre collective au premier ministre russe Mikhail Mishustin pour demander un soutien supplémentaire au secteur. Le cœur des revendications porte sur les relations avec la grande distribution et demande à l'État d'intervenir pour :

- encadrer les ventes promotionnelles qui seraient en hausse depuis le début de la crise, alors qu'elles représentaient déjà près de 60% des ventes en 2019 (en hausse de 3% par rapport à 2018)
- interdire les sanctions commerciales pour les producteurs de « produits socialement importants » en cas de non-respect des contrats (délais de livraison)

Le secteur demande également un ré abondement de l'enveloppe de prêts à court terme préférentiels aux agriculteurs. Les exploitations les utilisent pour acheter des intrants (aliment pour animaux, médicaments vétérinaires, carburants, engrais minéraux, etc.). En 2020, 20 milliards de roubles (250 M€ au taux de change actuel) étaient prévus (7% de l'ensemble du programme d'État) pour prendre en charge la bonification. Les exploitants se plaignent d'une augmentation des taux d'intérêt dans plusieurs banques (entre 3 et 5%), et demandent de bénéficier d'un taux stable autour de 2%.

Enfin le secteur agroalimentaire en profite pour s'opposer à nouveau à la mise en place du système d'étiquetage numérique pour les produits laitiers et boissons, obligatoire à partir de 2021 (phase pilote pour les boissons du 1er avril 2020 au 1er mars 2021). La crise épidémique ne permet plus selon les industriels ce calendrier.

C'est la première manifestation de mécontentement d'envergure du secteur depuis le début de la crise. Le ministère semble pour l'instant l'ignorer et n'a toujours annoncé aucune mesure en sus du programme de soutien général au secteur.

Seule déclaration semblant donner l'impression d'une écoute du MCX, celle du vice-ministre de l'agriculture, Sergei Levin, qui a déclaré que le Covid pourrait avoir un impact négatif sur le pouvoir d'achat et entraîner une baisse de la demande alimentaire, et pour cela il fallait mettre au point des mesures ciblées sur les populations les plus vulnérables pour faciliter l'accessibilité économique et physique des produits de première nécessité.